

Accord professionnel national

**PROROGATION DES MANDATS DES REPRÉSENTANTS
DU PERSONNEL DANS LA BRANCHE DES INDUSTRIES
ÉLECTRIQUES GAZIÈRES**

(25 janvier 2007)

(Bulletin officiel n° 2007/8)

ACCORD DU 25 JANVIER 2007

RELATIF À LA PROROGATION DES MANDATS DES REPRÉSENTANTS DU
PERSONNEL DANS LA BRANCHE DES INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET
GAZIÈRES

NOR : ASET0750265M

PRÉAMBULE

L'organisation d'élections au sein de la branche des industries électriques et gazières, avant l'expiration des mandats actuellement en cours des représentants du personnel, ne peut pas être réalisée.

Il convient donc de proroger les mandats des représentants du personnel siégeant au sein des organismes suivants :

Représentants du personnel siégeant au sein des commissions secondaires et paritaires du personnel (CSP et CPP), du conseil supérieur consultatif des comités mixtes à la production (CSC des CMP) ou des organismes en tenant lieu, des commissions nationales constituées auprès du CSC des CMP ou des organismes en tenant lieu et des commissions nationales instituées dans certaines entreprises, des comités mixtes à la production (CMP), des sous-comités mixtes à la production (S/CMP), du comité national d'hygiène de sécurité et des conditions de travail d'EDF et de gaz de France (CNHSCT) ou des organismes en tenant lieu, des comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et des comités locaux de coordination des CHSCT (CLC des CHSCT).

Dans ces conditions, les parties se sont accordées à l'unanimité sur les dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Les mandats des représentants du personnel siégeant dans tous les organismes cités dans le présent préambule sont prorogés jusqu'au 12 août 2007.

Article 2

Pendant la période de prorogation des mandats des représentants du personnel prévue à l'article précédent, les modalités de remplacement des représentants du personnel s'effectuera dans les conditions initialement prévues à l'article 14 de l'accord de branche relatif aux modalités d'organisation de l'élection de représentativité 2003 dans les entreprises de la branche des industries électriques et gazières du 30 avril 2003, et le cas échéant par tout autre disposition prévue dans les entreprises de la branche des industries électriques et gazières.

Article 3

Le champ d'application du présent accord est national. L'accord s'applique en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée s'achevant le 12 août 2007 ; à cette date il cessera immédiatement de produire tout effet. Les parties signataires conviennent de se réunir au mois de juin 2007 pour examiner l'opportunité de reconduire les dispositions du présent accord.

A l'issue de la procédure de signature, et conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans le champ d'application de l'accord.

Le présent accord fera l'objet, à la diligence des groupements d'employeurs, des formalités de notification, de dépôt et de publicité prévues aux articles L. 132-2-2, L. 132-10 et L. 135-7 du code du travail.

Le présent accord entrera en vigueur le lendemain du jour de son dépôt auprès des services compétents.

Fait à Paris, le 25 janvier 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UFE ;
UNEMIG.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CFE-CGC ;
CFTC ;
CGT ;
CGT-FO.